

<https://www.pressegauche.org/COVID-19-NOUVEAU-FONDS-D-URGENCE-POUR-LES-ORGANISMES-COMMUNAUTAIRES-DES>



Covid-19 - Nouveau fonds d'urgence pour les organismes communautaires des Laurentides



- Communiqués - Événements -
Publication date: mardi 1er septembre 2020

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Saint-Jérôme, 31 août 2020 - Le Regroupement des organismes communautaires des Laurentides (ROCL) salue l'aide d'urgence gouvernementale de 70 M\$ visant à compenser les pertes de revenus liées à la pandémie pour les organismes communautaires nationaux et régionaux.

« Cette enveloppe supplémentaire est la bienvenue alors que les organismes ne peuvent plus compter sur les revenus provenant de leurs activités d'autofinancement habituelles en raison des mesures sanitaires liées à la crise. » affirme d'emblée Benoit Larocque, coordonnateur du ROCL. « Nous ignorons cependant le montant exact qui sera attribué à la région des Laurentides. Nous espérons fortement que la distribution sera à la hauteur de l'ensemble des besoins et qu'elle sera équitable entre les régions et entre les organismes. » poursuit-il.

En effet, toutes les régions du Québec ont été touchées par la crise, à plus ou moins grande intensité, mais l'impact entraîné par la mise en place des mesures sanitaires concerne tout le monde. Ces mesures sanitaires empêchent notamment les organismes de mettre en place des activités d'autofinancement, peu importe le secteur dans lequel ils travaillent ou de leur région d'appartenance. Or, les organismes ne sont pas nécessairement égaux quand il s'agit de promouvoir leurs activités en vue de récolter des fonds auprès de la population. « Il ne faut pas se cacher que certaines problématiques suscitent davantage de sympathie que d'autres. Il est assurément important de soutenir les pertes financières liées à l'autofinancement mais il faut aussi soutenir équitablement tous les organismes affectés par les impacts des mesures sanitaires », précise quant à elle Stéphanie Gaussirand, présidente du ROCL.

Par ailleurs, la reddition de compte préoccupe aussi le ROCL et ses membres. « Nous ne voulons pas revivre la même situation qu'avec le fonds d'urgence précédent où les organismes communautaires se sont vus imposer des exigences bureaucratiques démesurées pour des sommes souvent minimes. », poursuit Mme Gaussirand.

Le ROCL tient à rappeler que les organismes communautaires des Laurentides sont au front depuis le début de la pandémie notamment ceux qui répondent aux besoins de base des personnes les plus touchées par la crise (hébergement, itinérance, aide alimentaire, violence conjugale). Par contre, plusieurs autres vivent des pressions importantes par l'augmentation du nombre de demandes à leurs activités dans un contexte de diminution de main-d'oeuvre tels que les organismes venant en aide aux personnes assistées sociales, ou encore les organismes en prévention du suicide ou en santé mentale. « Ce sont les personnes les plus vulnérables qui sont les plus touchées par la crise actuelle et les organismes communautaires sont en première ligne pour répondre devant la désorganisation et le manque de services du réseau public. Le gouvernement doit le reconnaître et soutenir adéquatement les organismes à la hauteur de leur importance pour la société. » conclut Mme Gaussirand.

Le ROCL est un large regroupement de 152 organismes d'action communautaire autonome qui oeuvrent dans les Laurentides. Chaque année, les organismes des Laurentides réalisent plus de 200 000 interventions directes auprès de la population. Certains travaillent pour venir en aide aux familles, aux femmes, aux personnes démunies ou vivant avec un handicap, aux jeunes, en défense de droits, en alphabétisation, en consommation, en crédit communautaire et en solidarité internationale. Les organismes portent des valeurs de justice sociale et d'égalité. Leurs approches visent une réappropriation de pouvoir par les personnes afin que chacun et chacune puisse agir comme citoyenNE à part entière. L'écoute, l'entraide, ainsi que des activités d'information et d'éducation populaire sont partie intégrante de leur quotidien.